



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Liaisons-dangereuses>

Liaisons dangereuses

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1011 - juin 2001 -

Date de mise en ligne : samedi 4 octobre 2008

Date de parution : juin 2001

Description :

Analyse de Europ Inc , une étude de l'Organisation Européenne par J-C Pichot.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Voici un livre que Jean-Claude Pichot a lu pour nous, mais l'estimant écrit par des militants, il prend soin d'être le plus objectif possible en le commentant. Il n'empêche, souligne-t-il, que ceux qui veulent comprendre la construction et le fonctionnement de l'Europe et du monde, devraient l'avoir comme livre de chevet.

Sorti en mai 2000, Europe Inc. [\[1\]](#) a été écrit par l'Observatoire de l'Europe Industrielle [\[2\]](#), un groupe militant de recherche basé à Amsterdam. Son sous-titre en explicite très clairement le contenu : Liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires.

Les "lobbyistes", puisqu'il s'agit d'eux, sont les héritiers modernes des courtisans des temps anciens, qui faisaient tout pour être aussi près que possible des pouvoirs centraux afin d'en obtenir les faveurs. D'origine anglo-saxonne, le mot mérite une explication : les courtisans du gouvernement américain habitués à traiter leurs affaires à la Maison Blanche ont été un jour, pour cause d'incendie des lieux, contraints d'émigrer vers un autre endroit qui s'est trouvé être le hall d'entrée (lobby en anglais) d'un grand hôtel de Washington (c'était, si nos mémoires sont bonnes, au 19e siècle) ; le mot a fait rapidement la carrière qu'on lui connaît aujourd'hui. Ne s'agirait-il pas du premier phénomène de mondialisation avéré ?

EurosEurosEuros

La première des trois parties du livre présente le pourquoi et surtout le comment de la construction de "L'Europe Industrielle". Cette construction, lancée en même temps que l'Europe dite politique, c'est-à-dire un peu avant 1960, s'est accélérée vers 1990, époque où la Commission s'est attaquée à la rédaction des "directives" (environ 300). Il s'agit des documents encadrant les pratiques industrielles et commerciales de l'Union européenne, opposables à ceux qui ne les respecteraient pas et qui risqueraient alors des sanctions. Les principaux domaines d'activités nationaux ou transnationaux étant concernés, les structures professionnelles et les grandes entreprises se sont organisées pour être présentes en permanence auprès des trois centres de décision que sont, dans l'ordre décroissant d'importance, la Commission, le Conseil et le Parlement. En 2000, on dénombrait environ 500 lobbies (soit 10.000 lobbyistes !) à Bruxelles et la présence de 200 représentations permanentes de grandes entreprises nationales ou multinationales. Il peut être intéressant de savoir que certains lobbies se font appeler "conseillers d'influence" ou "gestionnaires d'images", et qu'un lobbyiste "efficace" peut être payé jusqu'à 5.000 Francs français par heure.

Les lobbies ne sont pas des lieux de conspiration ni des sociétés secrètes, mais ... il est bien difficile pour le commun des citoyens européens d'en connaître l'existence et encore moins les rôles. La plus ancienne structure présente et active est la "Table ronde des Industriels Européens Transnationaux" (sous le sigle anglo-saxon ERT). Composée de 45 membres (dont, à titre d'exemples, Nestlé, Krupp, Unilever, Saint-Gobain, Lafarge, Rhône-Poulenc, Total), l'ERT est à l'origine des déréglementations et des privatisations, ainsi que du principe de marché unique et de l'union monétaire, sans oublier la place privilégiée donnée à la "compétitivité", présentée comme favorable à l'emploi ! N'ayant pas un statut officiel, l'ERT s'appuie désormais sur l'UNICE (Union des Confédérations Industrielles et Commerciales Européennes), champion de l'ouverture à l'Est et héraut du libre échange, de l'AMI et de l'OMC.

L'ERT s'appuie aussi sur l'AmCham (Chambre Américaine de Commerce regroupant environ 650 entreprises), dans la mesure où un certain nombre de Groupes multinationaux américains ont des intérêts similaires sur le marché européen (même s'ils ont commencé par faire du renseignement à leur bénéfice propre et ont une position politique pas toujours très confortable)...

Il existe une autre structure de lobbying, l'Association pour l'Union Monétaire Européenne (AUME), composée par une partie de l'ERT. L'Euro lui doit son existence.

La mise en retrait des lois et règles liées à l'emploi et à l'environnement dans l'Union est le fait de l'ERT et de l'UNICE. à titre d'exemple, après avoir soutenu le projet désigné par TEN (Trans European Network), vaste programme incluant 12.000 km d'autoroutes, des lignes de trains à grande vitesse, des aéroports etc., dont le budget total est annoncé égal à 400 milliards d'Euros mais dont l'une des conséquences importantes serait une augmentation de 15 à 18% des émissions de CO2 responsables de l'accroissement de l'effet de serre, ces deux structures se sont efforcées d'obtenir une limitation des engagements des pays européens dans le cadre du protocole de Kyoto.

Les moyens utilisés ne sont pas seulement des pressions directes auprès des décideurs (et ayant naturellement des contreparties, mais lesquelles ?) ; certaines opérations de lobbying prennent des voies détournées. à titre d'exemple, dans le domaine de la santé, la « plus grande campagne de pression de l'histoire de l'Union européenne » s'est terminée à l'Assemblée de Strasbourg avec un défilé de personnes en chaises roulantes manifestant en faveur d'une Directive applicable aux brevets pharmaceutiques !

EurosEurosEuros

La deuxième partie du livre traite de la "mondialisation" et montre les rôles tenus par ces groupes de pression. L'un d'eux s'appelle le "Dialogue sur le Commerce Transatlantique" ; il a pour objet la suppression des "barrières non tarifaires" (exemples : labellisations, appellations contrôlées etc.) ; en 1998, il a été rebaptisé "Partenariat économique transatlantique" (TEP en anglais).

Au niveau mondial, on retrouve les mêmes types de pression qu'au plan européen, notamment pour ce qui concerne le social et l'environnement. Naturellement, des organisations non gouvernementales vigilantes tentent, au mieux de ce qu'elles peuvent connaître et faire, de sensibiliser les citoyens et d'intervenir ; mais leurs tailles et leurs moyens ne leur permettent pas d'obtenir assez souvent les résultats qui redonneraient au problème une dimension de débat de type démocratique que les puissants lui ont retiré dès le début. Il faut toutefois rappeler le succès obtenu en 1997 par la réaction explosive des ONG internationales au sujet de l'AMI ; 600 organisations de citoyens du monde entier ont alors signé un appel pour une révision fondamentale de cet accord, entraînant dans un premier temps l'intégration de normes sur l'environnement et les droits du travail. Nous savons désormais que le lobbying citoyen peut exister ; mais il reste toujours beaucoup à faire si nous voulons que ces problèmes ne soient pas traités par les

seuls puissants : usage abusif des hormones, OGM, environnement, droits de l'homme, libéralisation des services financiers.

EurosEurosEuros

La troisième partie, intitulée Débarquement sur Planète Inc., présente la situation des lobbies au niveau mondial. « Le Groupe Bilderberg, créé en 1954, est l'un des plus anciens et des plus impénétrables clubs internationaux dans lesquels de grandes multinationales jouent un rôle majeur pour l'élaboration des agendas ». Il réunit actuellement, de manière informelle, environ « 120 représentants de l'élite mondiale d'Amérique du nord et d'Europe occidentale », dont le programme "reste centré sur les problèmes d'actualité autour d'un discours néo-libéral et de l'idée de libre échange".

La Commission trilatérale, créée par les membres du groupe précédent, en 1973, rassemble 335 "personnes de marque" venues d'Europe, d'Amérique du nord et du Japon ; cette "trilatérale" est plus connue à travers Davos et son Forum économique mondial (FEM), qui se tient tous les ans à Davos. La composition de ce forum est la suivante : 1.000 dirigeants industriels de haut niveau, 250 dirigeants politiques, 250 experts universitaires de tous domaines et quelque 250 dirigeants de médias. « Ce forum prétend avoir joué un rôle directeur dans la mondialisation économique et la libéralisation des services financiers et être à l'origine du lancement de l'Uruguay Round du GATT qui aboutit finalement à l'OMC ».

EurosEurosEuros

Les chapitres suivants montrent comment les lobbies industriels détournent à leur profit le développement durable, comment l'industrie profite des menaces de modifications climatiques (notamment les États-Unis d'Amérique, avec la pratique des droits à polluer).

Il ne faut pas toutefois croire que l'intérêt commun est systématiquement violé : des clauses du Protocole de Kyoto sont contraignantes pour certaines industries qui n'ont pas réussi à faire prendre en compte leurs desiderata.

Ce n'est pas le cas des impôts sur l'énergie dont l'avenir en Europe est relativement compromis sous la pression inflexible des industriels et de certains États, et on peut craindre une reprise des installations de centrales nucléaires (dont le lobby, très ancien, est très puissant).

Le dernier chapitre, Alternatives économiques et politiques, rappelle que la mobilisation des mouvements citoyens est toujours possible et qu'elle peut se développer ; quelques signes peuvent en témoigner.

[1] chez Agone éditeur, BP 2326, F13213 Marseille cedex 02 dist. Les Belles Lettres, tél 01 44 39 84 20 préfacé par Susan George traduit par M.Gaboriaud.

[2] = Corporate Europe Observatory, dont le sigle CEO, est identique à celui de Corporate Executive Officer, qui correspond en français à PDG.